

Nº. 22

Les Cahiers d'

O C I S C A

PLUS DE BESOINS POUR MOINS D'ARGENT

ET

PLUS D'ACTIVITES POUR MOINS DE POUVOIR D'ACHAT

Par l'Equipe de l'Observatoire de Yemessoa

ORSTOM

MINREST



Emmanuel VAARI

ISSN 1023-7631

Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun
Observatory of Change and Innovation in the Societies of Cameroon

Les Cahiers d'Ocisca N° 22

**PLUS DE BESOINS POUR MOINS D'ARGENT
ET
PLUS D'ACTIVITES POUR MOINS DE POUVOIR D'ACHAT**

Equipe de l'Observatoire Yemessoa

Septembre 1995

Observation du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun

Liste des institutions membres du Comité de pilotage d'Ocisca

<i>Direction de la recherche et de la Planification</i>	Jean-Blaise Nyobe, Directeur Charles Binam Bikoi, Conseiller en sciences sociales
<i>Institut National de Cartographie</i>	Paul Moby Etia, Directeur
<i>Direction Nationale de la Statistique et la Comptabilité Nationale</i>	Joseph Tedou, Directeur
<i>Ecole Nationale Supérieure Polytechnique</i>	Paul Vermande, Directeur
<i>Université de Dschang</i>	Maurice Tchuente, Recteur
ORSTOM	Jacques Bonvallot, Représentant
<i>Mission de Coopération et d'Action Culturelle</i>	Pierre Jacquemot, Chef de mission
<i>Caisse Française de Développement</i>	Dominique Dordain, Chef d'agence

Copyright

Ce document est protégé par les règles habituelles en matière de droits d'auteur. Toute copie de ce document, ou partie de ce document, est autorisée à condition d'en citer la source de façon explicite.

(C) OCISCA (MINREST-ORSTOM) 1995
N° ISSN : 1023-7631

Les Cahiers d'Ocisca
B.P. 1857 Yaoundé - Cameroun
Tél. : (237) 23.95.34

Résumé

L'enquête de 1994 réalisée auprès des planteurs de cacao de l'observatoire de Yemessoa, quelques mois après la dévaluation du franc CFA, montre que, comparées à l'année dernière, les recettes globales des ménages ont augmenté. Mais il semble que ce soit surtout le résultat d'un heureux concours de circonstance qui combine un meilleur rapport des cultures arboricoles et vivrières, et des revenus exceptionnels venant de personnes licenciés, à une légère reprise des rentrées du cacao. La diversification des sources de revenus explique pour partie le maintien du niveau de revenu global. Le cacao demeure, de loin, la première source de revenu qui permet de financer la majorité des dépenses du ménage avec en priorité l'éducation, la santé et les obligations sociales, les dépenses d'investissement continuant de se réduire. Pourtant, avec la baisse du pouvoir d'achat, consécutive à la dévaluation, certains postes de dépenses sont menacés, particulièrement ceux concernant la santé et même l'éducation. Quant à l'alimentation, sa composition se modifie légèrement. Une légère tendance au repli sur la vie économique villageoise apparaît, qui est cependant compensée par la lueur d'optimisme en l'avenir que retrouvent les planteurs depuis la dévaluation.

Mots-clés : Cameroun - Cacao - Planteurs - Système de production - Dépenses - Revenus - Vivrier - Migrations - Crédit - Alimentation - Innovation

Abstract

The 1994 cacao farmers survey conducted within the observatory of Yemessoa a few months after the CFA Franc devaluation, shows that compared to last year, total revenue increased. However, this result appears to be the circumstantial consequence of a good harvest in food crops and fruit trees, of income package for laid-off civil servants and maybe, of an improvement in the annual cocoa revenue. The diversity of income sources for the farmers partly explains the overall stability of household average income. Cocoa still remains by far, the first source of income which is used to finance most of the household expenditures which in order of priority include education, health and social obligations. In the meantime, agricultural investment is still on the decrease. With the decrease in the farmers purchasing power following the devaluation, some expenditures on social items are under threat, such as health and education. The food basket composition is also being modified. There is a tendency towards more self-sufficiency, even though recently moderated by a new optimistic view on the future of the village generated by the devaluation.

Keywords : Cameroon - Cocoa Farmers - Production System - Expenditure - Income - Food Crops - Migration - Loans - Food - Innovation

Présentation de l'équipe

Le travail de collecte des informations, de traitement statistique, d'analyse des résultats et de rédaction a été effectué sous la direction de Athanase Bopda, géographe à l'Institut National de Cartographie et responsable depuis 1990 de l'observatoire de Yemessoa sur les planteurs de cacao.

Ont participé à l'élaboration de ce document les personnes suivantes :

- pour la *conception du questionnaire d'enquête* : Athanase Bopda, Michel Simeu Kamdem et Samuel Ndembo de l'Institut National de Cartographie, Joseph-Pierre Timnou de l'Université de Yaoundé II, Laurent Manga Bela de l'IRA, et Jean-Luc Dubois de l'ORSTOM;

- pour la *formation des enquêteurs* et la *supervision de l'enquête sur le terrain* : Athanase Bopda, Laurent Manga Bela, Michel Simeu Kamdem, Samuel Ndembo Joseph-Pierre Timnou;

- pour les *relevés topographiques* et les *enquêtes complémentaires* : Hubert Elingui de l'Institut National de Cartographie et Lydie Zanga de l'Université Catholique de Yaoundé;

- pour la *mise en oeuvre informatique* : Joseph-Pierre Timnou;

- pour les *analyses spécialisées* : Laurent Manga Bela (migrations de retour), Joseph-Pierre Timnou (démographie et scolarisation), Samuel Ndembo (mouvements associatifs et innovations), Michel Simeu Kamdem (sécurité alimentaire) et Athanase Bopda;

- pour la *rédaction finale* : Athanase Bopda.

Remerciements

Nos remerciements vont à Jean-Luc Dubois, ORSTOM, coordonnateur du projet OCISCA, pour ses conseils et encouragements dans la mise en oeuvre de ce nouveau passage d'enquête.

Doivent aussi être remerciés :

- les enquêteurs, guides et aides suivant : Z. Ngono, P. Nkoussa, P. Ongono, P. V. Kassa, G. Bibono, B. Betsogo Oloua, B. C. Eloundou, J. P. Anaba, A. B. Eyenga Eteme, A. Etego, G. Awono, J. Messobo Bidjanga, C. Biloa, L. Tah Mewolo, C. Bodo Ovanga, A. Andela, J. M. Ngah.

- Le chauffeur de l'enquête : P. Essomba Ada de l'INC.

Ce travail a pu être réalisé grâce au financement de l'observatoire de Yemessoa par le Ministère Français de la Coopération et du Développement et par l'ORSTOM, Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération.

Préface

Sous la forme d'une série régulière les Cahiers d'Ocisca présentent des études produites dans le cadre du programme de recherche intitulé OCISCA, Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun. Y sont développés des thèmes ayant trait aux comportements des différents acteurs économiques dans le contexte actuel de la crise économique et des politiques d'ajustement structurel qu'elle suscite. Les conditions de vie des ménages, l'examen des situations de vulnérabilité et de pauvreté, l'analyse des comportements sociaux, les innovations sociales, l'impact social des politiques d'ajustement comme la dévaluation, la conception de politiques sociales sont autant de thèmes dont les études et recherches sont diffusées dans cette série.

Les Cahiers ont été conçus comme un médium au service de tous ceux qui veulent utiliser les informations obtenues par les différents observatoires : analyses scientifiques de données d'enquêtes et travaux de recherche individuels effectués dans les domaines ci-dessus, ou d'actualité. L'objectif est d'informer les bailleurs de fonds, les décideurs et les opérateurs économiques sur les recherches en cours et, dans la mesure du possible, de proposer des solutions concrètes aux problèmes qui les préoccupent.

Conformément à cette option ce numéro présente les résultats d'un nouveau passage d'enquête effectué en mai 1994, au sein de l'observatoire de Yemessoa, auprès de l'échantillon permanent de près de 350 producteurs de cacao. L'observatoire de Yemessoa fonctionne depuis 1990 et les passages d'enquête effectués à intervalles réguliers ont recueilli des informations sur la situation des planteurs de cacao et sur leurs comportements face à la crise résultant de la chute des cours du cacao, et face aux mesures d'ajustement mises en oeuvre pour relancer la production (restructuration des entreprises publiques, aide à la formation de groupements villageois, libéralisation du commerce et des prix, dévaluation du franc CFA, etc.).

Les enquêtes précédentes, en 1991 et 1993, avaient montré l'importance de la baisse de revenu chez les planteurs de cacao, qui se traduisait par une difficulté accrue à satisfaire les besoins familiaux, notamment en matière de santé et d'éducation. Pour compenser cette perte les planteurs multipliaient leurs activités agricoles (culture de produits vivriers, maraîchers, arboricoles), d'élevage (pisciculture), et même non-agricole (commerce) afin de diversifier les sources de revenu. Ils conservaient une relative confiance dans la capacité de leurs plantations à les aider à surmonter la crise, mais ils ne faisaient rien pour enrayer la lente dégradation du système de production du au vieillissement des plantations et à l'insuffisance de leur entretien. De nouveaux liens d'entraide étaient tissés, au sein du village, par la création de groupements associatifs, tandis que les liens plus traditionnels de solidarité entre le village et la ville tendait à se réduire entraînant une diminution de l'influence des élites. Face à cette situation, de nouvelles stratégies différentes pour les aînés et les cadets sociaux faisaient leur apparition. Alors que les aînés cherchaient à maintenir leurs plantations en état, malgré les difficultés financières, les cadets adoptaient des stratégies de risque, migrant à la ville pour acquérir une formation et un savoir-faire, innovant dans les cultures alternatives, produits vivriers ou maraîchers, les arbre fruitiers et la pisciculture.

L'enquête effectuée en mai 1994, quelques mois après la dévaluation, présente une description de la situation d'ensemble des planteurs de cacao en la comparant avec celle des périodes précédentes. Il s'agit plus de contribuer une mise en valeur de la tendance d'évolution à long terme des conditions de vie de ce groupe de population, que de mesurer les effets à court terme de la dévaluation. Ces derniers ont, en effet, déjà été analysés en profondeur dans le Cahier d'Ocisca n° 8 "Le village cacaoyer du Sud du Cameroun sous le choc de la dévaluation : le cas de Yemessoa". On y trouvera amplement décrite la difficulté pour les planteurs de survivre dans une situation marquée par une hausse des prix des biens de consommation et des intrants sans que les revenus de la vente du cacao aient encore eu le temps d'augmenter. Et cela dans un contexte d'optimisme résultant de la hausse des cours qui laisse espérer des revenus plus conséquents à moyen terme.

La tendance actuelle peut être caractérisée en quelques lignes. Les planteurs ont fait, au cours de ces dernières années, preuve d'innovations techniques, en matière de production agricole, ou sociales, en matière d'organisation collective, pour tenter d'enrayer la baisse de leurs revenus résultant de la chute des cours mondiaux. Certains effets positifs commencent à apparaître mais, demeurant encore marginaux, ils ne compensent guère la perte de revenu. Ceci ne fait que renforcer l'importance, toujours actuelle, des plantations de cacao qui, de par leurs potentialités, sont les seules capables d'enrayer la chute des revenus. La dévaluation du franc CFA au trimestre précédent, l'amorce timide d'une remontée des cours semblent réveiller les espoirs d'une amélioration à moyen terme. Mais, au quotidien, la récente hausse des prix qui a suivi la dévaluation a plutôt aggravé la situation, notamment en raison de l'augmentation du coût des intrants nécessaires à la prochaine campagne.

Pourtant à moyen terme, les bénéfices de la dévaluation conjuguée à la remontée des cours mondiaux devrait se manifester, et les entrées d'argent supplémentaires compenser la hausse du coût des intrants. Quelle seront alors les réactions des planteurs ? Mettront-ils l'accent sur le désendettement financier ou social de leurs exploitations ou préféreront-ils investir à nouveau dans leurs plantations ? C'est ce que pourrait nous montrer le nouveau passage d'enquête auprès des même planteurs effectué en mai 1995.

Jean-Luc Dubois
Coordinateur Ocisca

Sommaire

Introduction

1. Les principaux résultats de l'enquête de 1994

Les recettes des ménages semblent avoir augmentées

Importance de la contribution des produits vivriers

Le repli sur la vie au village

Une plus grande diversité dans les recettes

Un apport des revenus non-agricoles

2. Le cacao reste au centre de la vie économique

Le cacao demeure la première source de revenu

L'argent du cacao intervient dans toutes les dépenses

Un «grand» au village n'est pas un «petit» planteur

Les difficultés des villageois restent liées au sort du cacao

Les cacaoculteurs se demandent quand finira la crise

3. Des budgets et des familles déstabilisés

Une baisse régulière de la rentabilité monétaire

Les crédits visent à assurer la survie

La solidarité entre la ville et la campagne est compromise

La diminution des revenus menace la santé des populations

Les ménages réajustent leur alimentation

Conclusion

Introduction

Pour la troisième fois est réalisée, en mai 1994, dans le cadre de l'Observatoire de Yemessoa, une enquête sur le comportement des planteurs de cacao. Les passages précédents, en 1991 et 1993, avaient mis en valeur un certain nombre de comportements socio-économiques résultant de la crise économique due à l'effondrement des cours mondiaux.

En 1991, deux ans après la baisse des prix d'achat au producteur, on remarquait chez les planteurs une prise de conscience de la durée de cette situation qui résultait en une baisse régulière des revenus et la nécessité de chercher d'autres sources de revenus pour satisfaire les besoins et obligations familiales. Cela se traduisait par une diminution de l'investissement dans les plantations. Deux ans plus tard, en 1993, on remarquait que malgré les tentatives de diversification des revenus, en mettant l'accent sur les cultures vivrières et maraîchères, la pisciculture et les activités non-agricoles, les revenus continuaient de baisser. Les planteurs gardaient confiance dans leurs plantations mais comme ils n'investissaient plus, celles-ci commençaient à se dégrader. Dans le même temps, les contraintes financières, devenues plus fortes, amenaient les ménages à réduire les dépenses de santé, à recourir à l'emprunt et à ne pas scolariser certains de leurs enfants. Pourtant les mesures de libéralisation de la filière étaient dans l'ensemble bien acceptées et les planteurs ressentaient la nécessité de générer une épargne pour l'avenir.

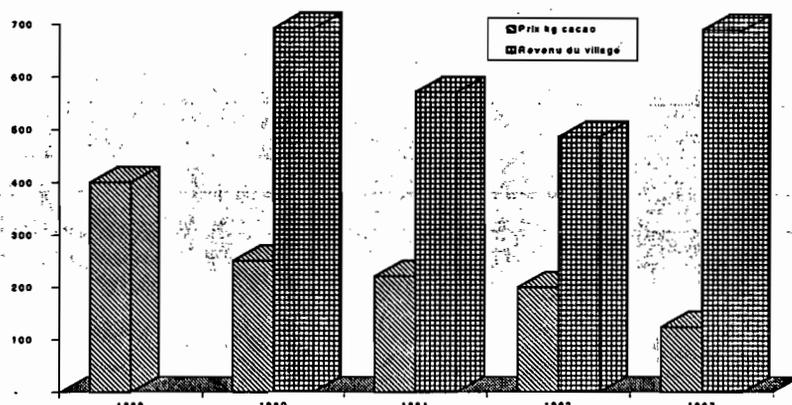
L'année 1994, est marquée par la dévaluation du franc CFA du 12 janvier. Sans prétendre pouvoir en évaluer les effets quatre mois après, on pouvait cependant penser qu'un nouveau passage d'enquête fournirait quelques indications sur la situation des planteurs et sur leurs réactions au moment de cette dévaluation ainsi que sur leurs aspirations pour les mois à venir. Et ceci, d'autant plus que, la campagne du cacao étant quasiment arrivée à son terme à la date de la dévaluation, les gains effectifs des planteurs se sont avérés minimes tandis que les prix augmentaient fortement.

I. LES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE DE 1994

1. Les recettes des ménages du village semblent avoir augmentées

L'enquête effectuée en mai 1994 auprès d'un échantillon de 350 planteurs de cacao a relevé l'ensemble des recettes villageoises de l'année précédente, entre mai 1993 et mai 1994. Elle montre que ces recettes ont augmenté d'environ 42,2%, passant de 48,2 millions de F. CFA, en 1992, à 68,5 millions de F. CFA, en 1993. Ce résultat rompt avec la tendance à la baisse observée depuis le milieu des années 80 (Cf. Figure 1).

Figure 1 : Evolution des recettes globales du village de 1991 à 1993



Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

Entre 1991 et 1993, le montant était passé de 56,7 millions à 48,2 millions de F. CFA ce qui représentait une nouvelle baisse d'environ 15%. On peut donc penser que l'évolution observée en 1994 n'est peut-être qu'un simple accident résultant de la conjonction de plusieurs facteurs comme la réception d'indemnités exceptionnelles par quelques citoyens à l'issue de leurs licenciements ou l'augmentation des revenus des cultures vivrières et arboricoles.

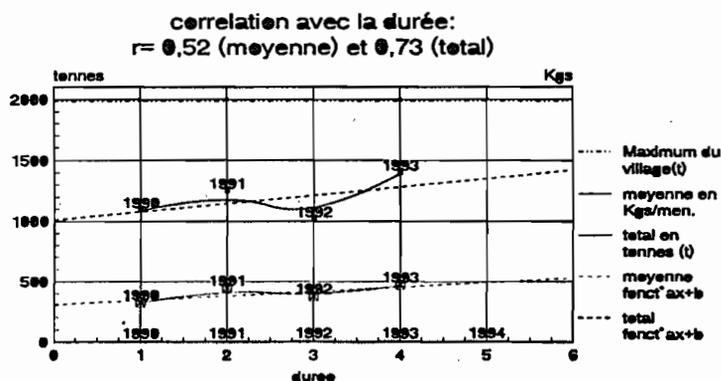
Dans ce dernier cas, en effet, les chefs d'exploitation les plus avisés ont commencé à planter, dès 1986, des arbres fruitiers pour suppléer à la baisse de leur revenu. En raison de leur cycle végétatif certaines de ces plantes ne sont entrées en production que 4 à 5 ans plus tard. C'est maintenant qu'elles apportent aux paysans un supplément de revenu qui permet de compenser la baisse des recettes cacaoyères. En 1994, les proportions de ménages cultivant des arbres fruitiers et des produits vivriers étaient les suivantes :

1. Cacao : 79,40%;
2. Manioc : 63,00%;
3. Bananier : 57,30% (dont 19,20% de banane douce)
4. Avocatier : 55,40%;
5. Manguier : 53,40%;
6. Safoutier : 39,30%;
7. Macabo : 25,10%;
8. Oranger : 19,20%;
9. Palmier à huile : 16,10%;
10. Tomate : 14,70%;
11. Arachide : 13,50%;
12. Igname : 9,90%;
13. Mandarine : 8,50%;
14. Okok : 4,50%.

Ainsi l'année 1993 a cumulé les effets positifs des cycles de production du cacaoyer, de l'avocatier, du manguier, du safoutier qui ont atteint le maximum de production. Dans le même temps, les ménages veillent à une meilleure exploitation commerciale de ces productions.

Passant de 20,2 millions, en 1992, à 20.9 millions de F. CFA, en 1993, les revenus du cacao montrent une légère augmentation de la production. Ceci est d'autant plus remarquable que l'entretien des plantations a diminué. En fait, le cacaoyer alterne fréquemment grandes et petites récoltes d'une année sur l'autre (Cf. Figure 2).

Figure 2 - Evolution en dent de scie de la production cacaoyère de Yemessoa (1990-1993)



Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

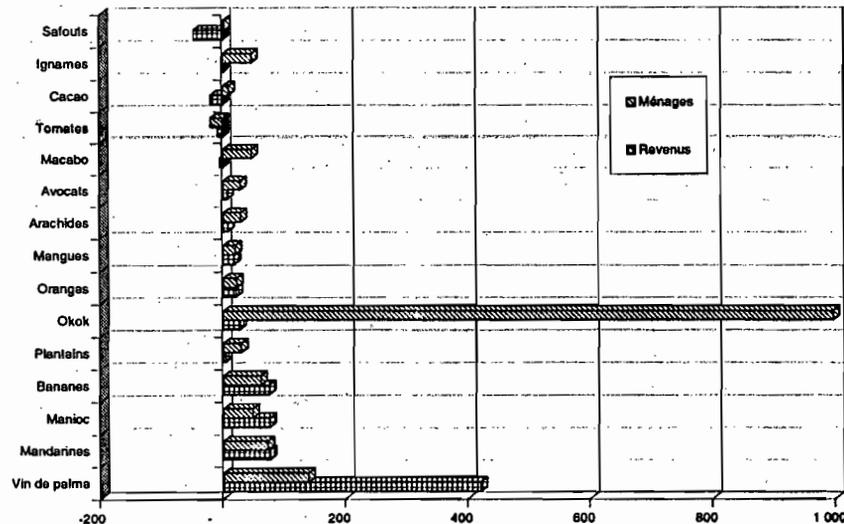
Il y a donc plusieurs phénomènes qui se combinent pour amener à ce résultat : la reprise de l'intensification des opérations de récolte après le relâchement engendré par la chute des prix au producteur de cacao (de 420 F. CFA/kg à 220 F. CFA/Kg en 1989) ; un besoin de reconstituer des réserves financières avec le capital productif existant ; et, enfin, un effet propre au cycle de production qui fait que certaines années de récolte sont meilleures que d'autres.

2. Importance de la contribution des produits vivriers

Pour les cultures vivrières, le mécanisme d'accroissement des rentrées financières entre 1992 et 1993 peut s'expliquer différemment : les ménages ont multiplié leurs sources de revenus en généralisant la commercialisation de plusieurs cultures.

Ainsi, malgré des prix en baisse sur les marchés urbains, la banane a rapporté 477.000 F en 1993 contre 195.000 F en 1992 et 273.000 F en 1991, le nombre de ménages concernés passant de 43 à 69. Les recettes de la vente des avocats sont passées de 862.000 F en 1991 à 623.000 F en 1992 et 907.000 F en 1993, le nombre de ménages concernés passant de 66 à 198. Le manioc est vendu par 136 ménages en 1991 pour 1,9 million de F. CFA et 221 ménages en 1993 pour une recette de 3,3 millions de F. CFA. Le vin de palme ou matango, vendu par 23 ménages en 1991 pour 880.000 F. CFA, l'est par 55 ménages en 1993 pour 4,6 millions de F. CFA. (Cf. Figure 3)

Figure 3 - Evolution comparée de la pratique et des revenus de quelques cultures vivrières



Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

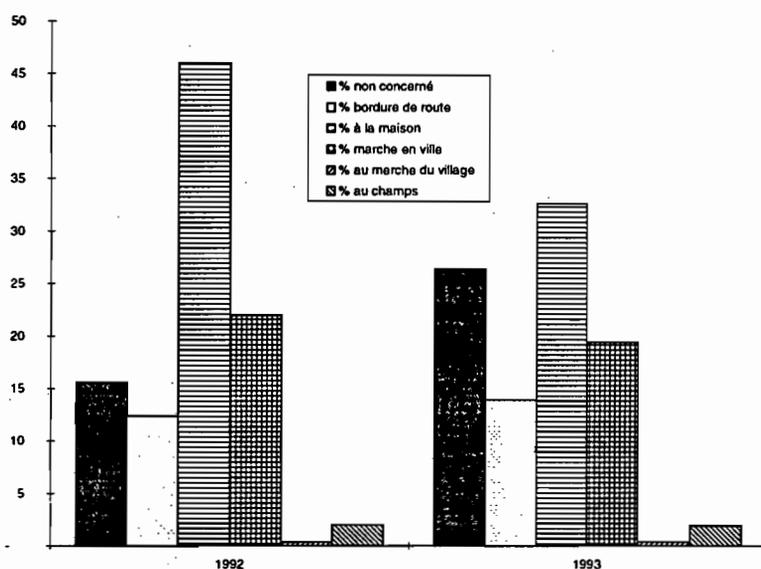
L'augmentation de recettes venant des produits comme l'okok, la banane douce, le manioc et la banane plantain est essentiellement dû à l'augmentation du nombre de ménages qui en vendent. Pour d'autres produits comme le palmier, exploité pour son vin, c'est l'augmentation du nombre de ménages qui en vendent et des prix qui explique l'accroissement des recettes en 1993.

3. Le repli sur la vie au village

De façon générale, on assiste à un changement du comportement des chefs de ménage, avec, en ce qui concerne la production et la commercialisation des produits vivriers, une tendance au repli sur le village.

Dans les années 60 et 70, l'existence d'importants marchés ruraux facilitait l'écoulement des produits vivriers sur les marchés urbains. Avec le retrait de l'Etat des opérations de commercialisation, le démantèlement des circuits de collecte du cacao, la détérioration des routes et le relâchement de l'animation administrative des campagnes cacaoyères, ces marchés ont disparu, créant un vide qui fut comblé par les revendeuses qui agissent comme intermédiaires entre les campagnes et les villes. Actuellement, en cherchant à commercialiser eux-mêmes leurs productions, les ménages ruraux essaient de s'approprier une part plus grande de la plus-value des revendeuses. La baisse du pouvoir d'achat des paysans et le renchérissement des coûts de transport, tendent à faire échouer cette tactique et à imposer un repli sur leur village aux producteurs villageois (Cf. Figure 4). Ainsi le pourcentage de ménages allant vendre directement leur production en ville a baissé de 47 à 34,4% entre 1992

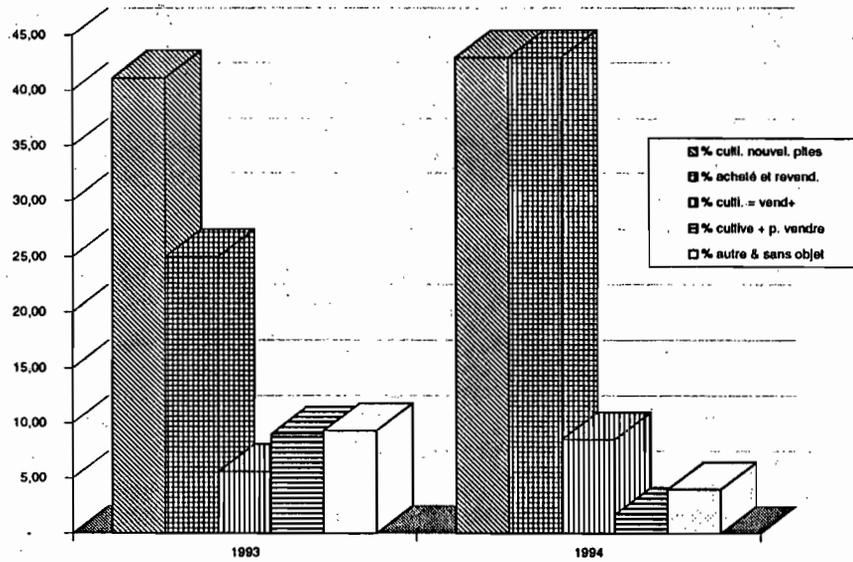
Figure 4 : Evolution des lieux de vente des produits vivriers du village de 1992 à 1993



Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

et 1993. Les ventes au champ et à la maison se sont nettement accrues, et les revendeuses, pourtant moins nombreuses dans le village, retrouvent une marge de manoeuvre inespérée sur le dos des producteurs. Pour maintenir leur pouvoir d'achat, ces dernières adoptent des comportements agricoles et commerciaux nouveaux (Cf. Figure 5).

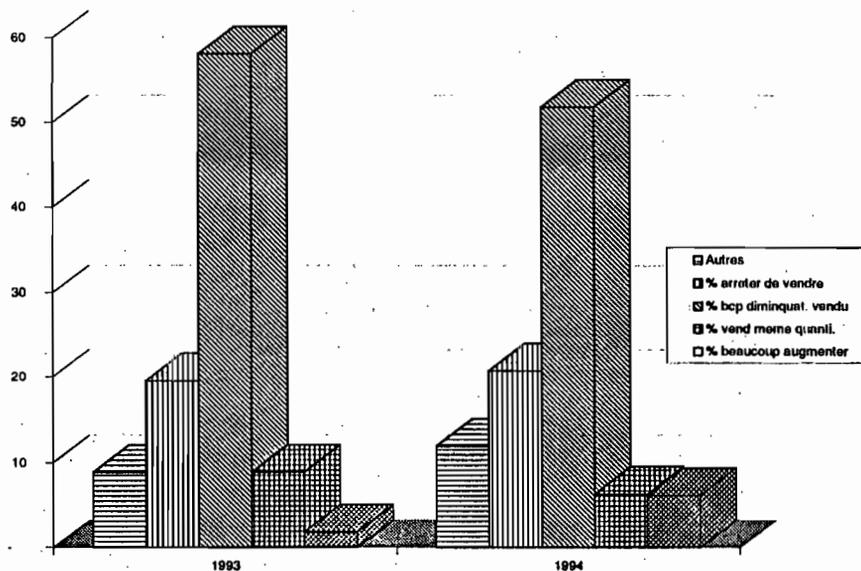
Figure 5 : Evolution des tactiques de production et de commercialisation des vivres de 1993 à 1994



Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

Le pourcentage de personnes qui pensent que les cultures vivrières ne sont pas un moyen de lutter contre la crise s'est accru en 1994. Cependant, les ménages qui intensifient leur production et augmentent leurs ventes sont devenus plus nombreux. Ceci suppose aussi une plus grande pression sur les facteurs de production : travail humain et fertilité des sols. Dans tous les cas, il faut de l'argent pour accroître la productivité. A la question "vendez-vous plus en quantité depuis l'année dernière ?" les réponses sont instructives (cf. Figure 6). Entre 1993 et 1994, ceux qui annonçaient une diminution des quantités de vivriers vendues sont

Figure 6 : Evolution des quantités de vivres vendues de 1993 à 1994



Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

passés de 60 à 50% alors que ceux qui annonçaient une augmentation progressaient de 9 à 11%. En revanche, le pourcentage des ménages vendant la même quantité de vivres se maintenait autour de 20%.

4. Une plus grande diversité dans les recettes

La diversification des postes de recettes est une tactique très répandue pour redresser la courbe des recettes des ménages.

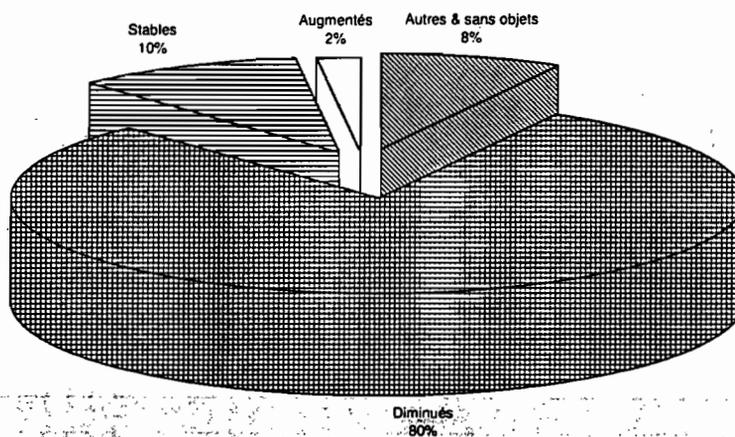
En 1991, on dénombrait 1.616 postes de recette pour l'ensemble du village. En 1992 ce chiffre passe à 1.529 et en 1993 à 2.068. Entre 1991 et 1992, la légère diminution observée résulte d'un maintien du nombre moyen de postes de recette par ménage. Par contre, entre 1992 et 1993, l'accroissement est nettement le résultat d'une tactique de diversification des ressources des ménages. Le nombre moyen de postes de recette par ménage passe de 4,74 en 1991 à 5,84 en 1993, soit une augmentation de 23,46% correspondant à un accroissement de 42% du montant du revenu global du village.

Toutefois, la fiabilité de cet indicateur - le nombre moyen de postes de recette par ménage - est relativement limitée, d'autant plus que la plupart des ménages du village ne reconnaissent pas de façon claire le fait d'une hausse des revenus. Cela peut aussi venir du fait que l'augmentation des revenus extra-agricoles y est pour beaucoup.

5. Un apport des revenus non-agricoles

A la question "Comment vos ressources ont-elles évoluées depuis mars 1993 ?", 2% seulement des ménages signalent une augmentation (cf. Figure 7).

Figure 7 : Impression des ménages sur l'évolution de leurs revenus depuis mars 1993



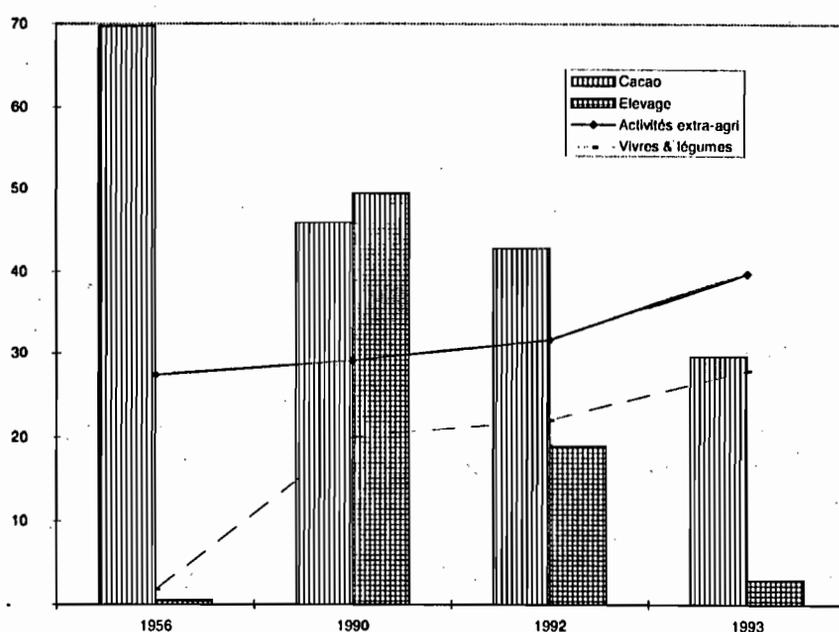
Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

La recette moyenne par ménage est passée de 31.000 F. CFA, en 1992, à 33.000 F. CFA, en 1993. Mais la distribution des recettes par ménage s'est fortement modifiée, renforçant de cette manière les inégalités. Et ceci, en raison de modifications dans la composition de la structure de la population active, mais aussi, en raison de la variété des stratégies déployées pour augmenter les revenus. La hiérarchie des principales composantes du revenu s'en est trouvé totalement modifiée en 1993.

Si l'on ne tient pas compte des pensions de retraite et des revenus tirés des activités extra-agricoles, l'équilibre entre le taux d'accroissement des revenus et la multiplication des postes de recette reste le même. En effet, le revenu moyen par ménage de chacun des postes de recette n'a pas changé significativement. Si bien que l'accroissement global des revenus observés au niveau du village est essentiellement le fait d'une augmentation du nombre de ménages exploitants, qui passe de 341 à 354.

Cet accroissement s'accompagne d'une évolution inégale des différentes sources de revenus. Une révolution de taille semble en train de se dérouler de façon tranquille (cf. Figure 8).

Figure 8 : Evolution de la contribution des principales catégories de revenu

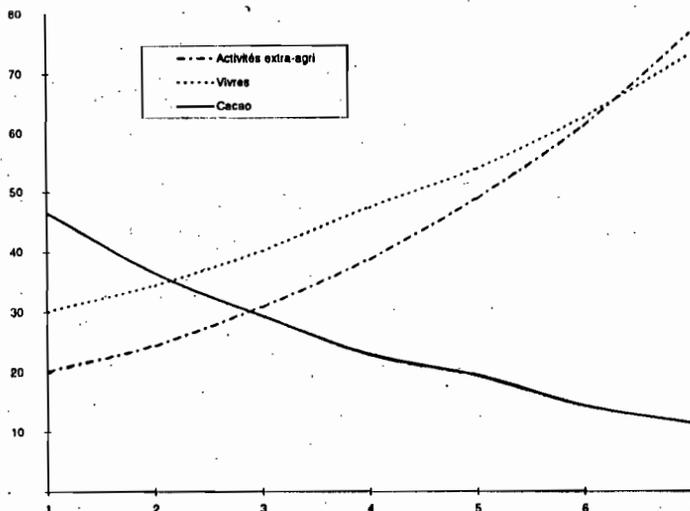


Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

Ainsi le niveau des revenus du cacao est devenu inférieur à celui des activités extra-agricoles, rompant une hiérarchie de six décennies. Toujours faible l'élevage se maintient au même niveau. Le revenu des produits vivriers et maraîchers se hisse, en 1993, au niveau de la contribution du cacao. Ces revenus extra-agricoles totalisent 25,7 millions de F. CFA, dont 10,7 millions viennent de 24 petits métiers et 9,1 million de pensions et salaires et 4,4 millions de 16 différents types de petits commerces. A eux seuls, les chauffeurs de voiture contribuent pour 3,4 millions de F. CFA. La mise à la retraite anticipée des fonctionnaires a joué un rôle important dans cette situation.

Une partie des revenus des petits métiers résulte de travaux de construction effectués en 1993 par des citoyens désirant quitter la ville. De même, la contribution au petit commerce s'explique par l'importance des achats liés à l'installation des migrants de retour. En fait l'intensification des activités extra-agricoles s'explique par un transfert de la crise de la ville à la campagne devenue le refuge des citoyens déstabilisés. Une simulation de l'évolution des grandes catégories de ressource (Cf. Figure 9) montre que si les tendances observées en 1991 et 1993 se poursuivent, elles risquent d'entraîner un grand virage socio-économique.

Figure 9 : Grandes tendances de l'évolution des recettes dans l'hypothèse de non-dévaluation



Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

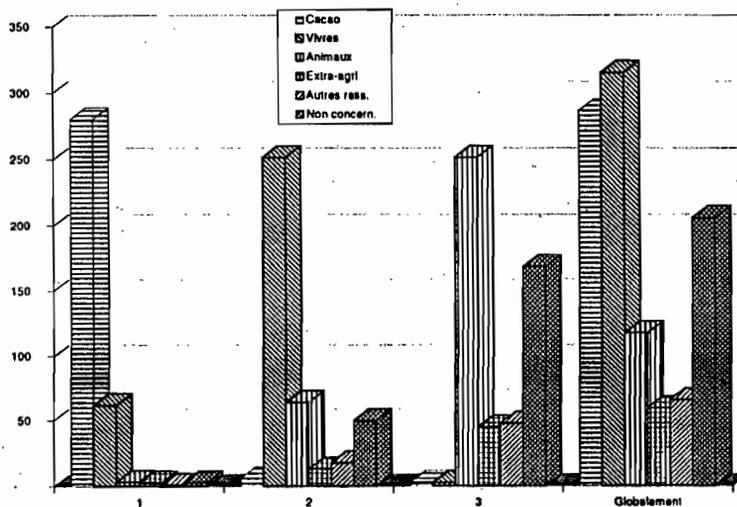
II. LE CACAO RESTE AU CENTRE DE LA VIE ECONOMIQUE

Les conclusions précédentes nous amènent à nous poser la question suivante : «les vivriers et les activités extra-agricoles sont-elles en train de devenir la base du revenu des villages de la zone cacaoyère mettant ainsi fin à une évolution dominée depuis trois quarts de siècle par le cacao? En d'autres termes, la place du cacao est-elle si menacée?».

1. Le cacao demeure la première source de revenu

Interrogés sur leurs plantations de cacao, leur production de vivrier, leurs activités extra-agricoles et leur élevage, les chefs de ménage ont fournis des informations sur ce qu'ils considéraient comme les trois principales sources de revenu (Cf. Figure 10). Le cacao est cité comme principale source de revenu dans 82% des cas. En second, avec un score de 72%, les produits vivriers sont cultivés par 90% des ménages et sont la ressource la mieux partagée.

Figure 10 : Distribution des principales sources de revenu

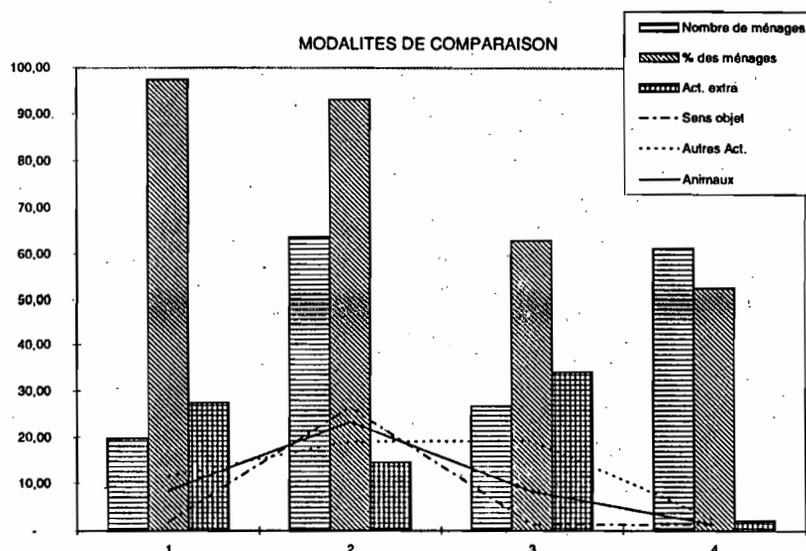


Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

L'élevage pratiqué par moins de 25% des ménages est mentionné en troisième position. Les activités extra-agricoles, souvent des activités secondaires, ne concernent qu'une minorité de ménages (17%) et sont fréquemment citées en troisième position, dans 13% des cas. Nous avons vu que les produits vivriers surclassent le cacao en ce qui concerne leur contribution au revenu des ménages. Il en est tout autrement quand on considère d'autres critères comme l'intérêt qui leur est porté ou le temps qui leur est consacré.

Ainsi, le cacao est la ressource "qui compte le plus" : 45% des ménages la cite en premier contre 42% pour les produits vivriers. De même, pour 37,6% des ménages, le cacao reste la ressource qui "occupe le plus de temps de travail" pour les chefs de ménage, juste

Figure 11 : Importance du cacao dans la vie de Yemessoa en 1994



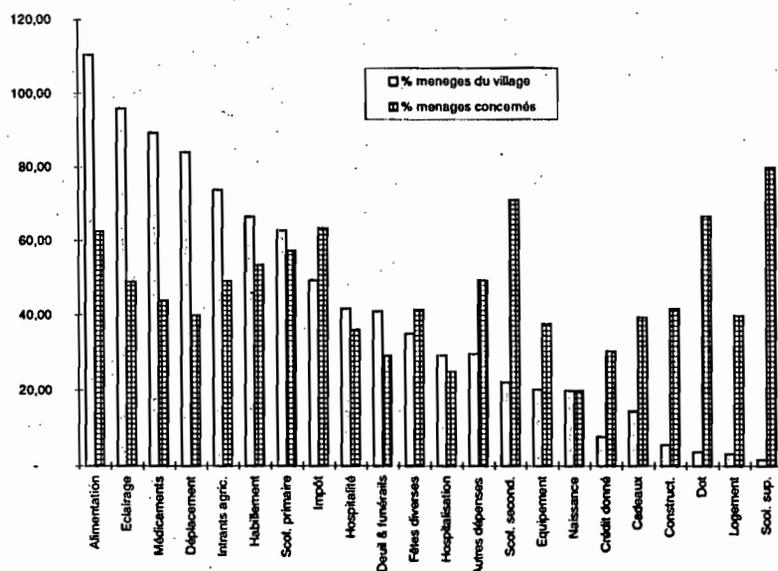
Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

avant les produits vivriers cités par 30,2% des ménages (Cf. Figure 11). Pourtant deux tiers des chefs de ménages affirment que les vivres occupent la plus grande partie de leur terres, alors que ceci n'est vrai que pour 27% de ménages en ce qui concerne le cacao.

2. L'argent du cacao intervient dans toutes les dépenses

L'argent du cacao est utilisé systématiquement dans toutes les dépenses des ménages de Yemessoa. Ainsi 99% des ménages recourent aux revenus de la vente du cacao pour financer leurs dépenses alimentaires. 96% d'entre-eux s'en servent pour assurer leur éclairage, 89,3% pour acheter des médicaments, 84,3% pour financer leurs déplacements, 74,9% pour l'achat d'intrants agricoles, 66,6% pour acheter des habits et 63,9% pour financer les études primaires des enfants. (Cf. Figure 12).

Figure 12 : Pourcentage des ménages recourant au revenu du cacao pour une dépense donnée



Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

La contribution du revenu du cacao est particulièrement forte en ce qui concerne les dépenses de scolarisation des élèves du secondaire (71,3% des ménages sont concernés) et des étudiants de l'enseignement supérieur (80%), le financement de la dot (66,7%), le paiement des impôts (63,5%), les dépenses d'alimentation (62,4%) et la scolarité dans le primaire (57,4%). Plus généralement, la contribution du cacao au financement de n'importe quel type de dépenses concerne au minimum 20% des ménages.

3. Un "grand" au village n'est pas un "petit" planteur

Pour mieux comprendre les comportements des planteurs ceux-ci ont été classés en trois catégories en fonction du nombre et de l'importance de leurs plantations de cacao : les grands planteurs, les moyens planteurs et les petits planteurs. Interrogés sur la catégorie à laquelle ils pensent appartenir, on remarque que 36 des 282 chefs de ménages ont répondu en se classant comme "grands planteurs", 95 se considèrent comme "planteurs moyens" et 151 comme "petits planteurs". La pyramide des cacaoculteurs comprend donc une base de 53,5% de "petits planteurs" et un sommet de 12,8% de "grands planteurs". Entre ces deux extrêmes, 33,7% se considèrent comme "planteurs moyens". La confrontation entre l'image que se font les ménages de leur rang (qui traduit la grandeur sociale) et la réalité économique (qui traduit la grandeur cacaoyère) est riche d'enseignement (Cf. Tableau 1 dans lequel la concordance entre grandeur sociale et grandeur cacaoyère est représentée par les cases diagonales). Les "petits" au village sont à plus de 70% des petits planteurs.

Tableau 1 : Comparaison entre grandeur sociale et grandeur cacaoyère à Yemessoa en 1994

Nombre d'observations % en ligne % en colonne	GRANDEUR CACAOYERE				Total
	Non-plantEUR	Grand planteur	Moyen-plantEUR	Petit planteur	
GRANDEUR SOCIALE					
"Grand planteur"	1 7% 33.3%	16 10.7% 48.5%	56 37.5% 55.4%	77 51.3% 47.2%	150 50.0%
"Moyen planteur"	2 1.8% 66.7%	13 11.9% 39.4%	37 33.9% 36.6%	57 52.3% 35.0%	109 36.3.7%
"Petit planteur"	0 .0% .0%	4 9.8% 12.1%	8 19.5% 7.9%	29 70.7% 17.8%	41 13.7%
Total % du total	3 1.0%	33 11.0%	101 33.7%	163 54.3%	300 100.0%

Source : Enquête OCISCA, Observatoire de Yemessoa (1994)

En fait, la pyramide de classification sociale présente une structure inverse de la classification économique. Les "petits" sociaux (13.7% des ménages) sont de loin moins nombreux que les "petits cacaoculteurs" (54.3% des ménages), et les «grands» sociaux (50% des ménages) largement supérieurs aux «grands cacaoculteurs» (11%).

La société Béti est un univers où l'accès du plus grand nombre à la propriété est important. On voit que sur le plan de la grandeur sociale, les "grands" sont plus nombreux que les "petits". Le nombre élevé de petits cacaoculteurs est une manifestation de cet égalitarisme de principe, qui résulte, malgré l'exclusion quasi-systématique des cadets sociaux, de la redistribution par morcellement des patrimoines lors d'héritages successifs, renforçant ainsi le processus d'égalisation. Malgré le ralentissement de l'extension des plantations, le parc cacaoyer s'est globalement maintenu dans sa superficie et sa répartition par catégorie (Cf. Tableau 2). Sans être le seul déterminant de la grandeur sociale, la possession d'une plantation

Tableau 2 : Evolution des exploitations et du parc cacaoyer de 1991 à 1994

Type d'exploitation	Chef de ménage				Cacaoyer				Taille moyenne de l'exploitation	
	Nombre (centaines)		%		Nombre (centaines)		%			
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
< 100 pieds	14	13	5,03	4,3	5,09	5	0,08	0,07	36	38,46
100-999	76	92	27,33	30,6	33,37	420,38	5,45	5,83	439	456,93
1000-1799	50	50	17,98	16,6	625	604,35	10,20	8,38	1250	1208,7
1800-3500	82	67	29,51	22,3	2089	1711	34,11	23,72	2547	2553,73
> 3500	56	79	20,14	26,2	3072	4472	50,16	62	5486	5884,21
TOTAL	278	298	100	100	6124,8	7212,7	100	100	1796	2420

Source : Enquête OCISCA, Observatoire de Yemessoa

cacaoyère reste un atout considérable dans la classification sociale en pays Bédi. On comprend donc la répugnance à arracher les pieds de cacao autrement que pour remplacer les pieds malades ou trop vieux. En passant, entre 1991 et 1993, de 23 à 13, le nombre moyen de pieds arrachés par ménage s'est considérablement réduit en dépit de la chute des cours du cacao. Pourtant, culture principale de 65,6% des ménages en 1993, le cacaoyer ne l'est plus que pour 51,1% en 1994.

L'évolution de l'auto-classification sociale des chefs de ménage entre 1991 et 1994 montre paradoxalement que la proportion des "grands sociaux" s'est accrue avec la crise alors qu'on aurait pu s'attendre à un tassement vers le bas de l'échelle. Avec la crise, le nombre de planteurs se classant parmi les "petits sociaux" devient plus élevé alors que la proportion des "grands sociaux" passe de 40,8% à 49%, entre 1991 et 1994, et celle des "moyens sociaux" de 45,2%, en 1991, à 35,4%, en 1994 (Cf. Tableau 3). En somme, la crise donne au "petits cacaoculteurs" rejoints par quelques «moyens cacaoculteurs» l'impression qu'ils sont plus que jamais «petits sociaux». En situation difficile, les plus dépourvus sont les plus exposés à la misère tandis que les plus grands se font probablement plus humbles que d'habitude, si bien que les "moyens" ont l'impression d'être devenus eux-mêmes des "grands".

Tableau 3 : Auto classification sociale des chefs de ménage de 1991 à 1994

	1991	1993	1994
"Grands sociaux"	40,8%	48,3%	49%
"Moyens sociaux"	45,2%	36,2%	35,4%
"Petits sociaux"	14,1%	15,5%	15,6%

Source : Enquête OCISCA de l'Observatoire de Yemesso

La dégradation de la situation des chefs de ménages a été perçue d'autant plus fortement que la taille de leurs exploitations est élevée comme le montre le Tableau 4. Ce qui traduit bien l'importance de cette production dans la vie locale.

Tableau 4 : Evolution de la situation des chefs de ménages selon la taille de leur exploitation

TAILLE D'EXPLOITATION Nbre d'observations % en ligne % en colonne	EVOLUTION DE LA SITUATION				Total
	Amélioration	Dégradation	Stabilisation	Autres	
< 100 pieds	0 .0% .0%	8 61.5% 3.3%	5 38.5% 11.1%	0 .0% .0%	13 4.3%
100 à 999	5 5.4% 83.3%	70 76.1% 29.3%	17 18.5% 37.8%	0 .0% .0%	92 30.6%
1000 à 1799	1 2.0% 16.7%	38 76.0% 15.9%	10 20.0% 20.0%	1 2.0% 25.0%	50 16.6%
1800 à 3500	0 .0% .0%	55 82.1% 23.0%	11 16.4% 17.8%	1 1.5% 25.0%	67 22.3%

	0	68	9	2	79
	.0%	86.1%	11.4%	2.5%	26.2%
> 3500 pieds	.0%	28.5%	13.3%	50.0%	
Total	6	239	52	4	301
% du total	2.0%	79.4%	17.3%	1.3%	100.0%

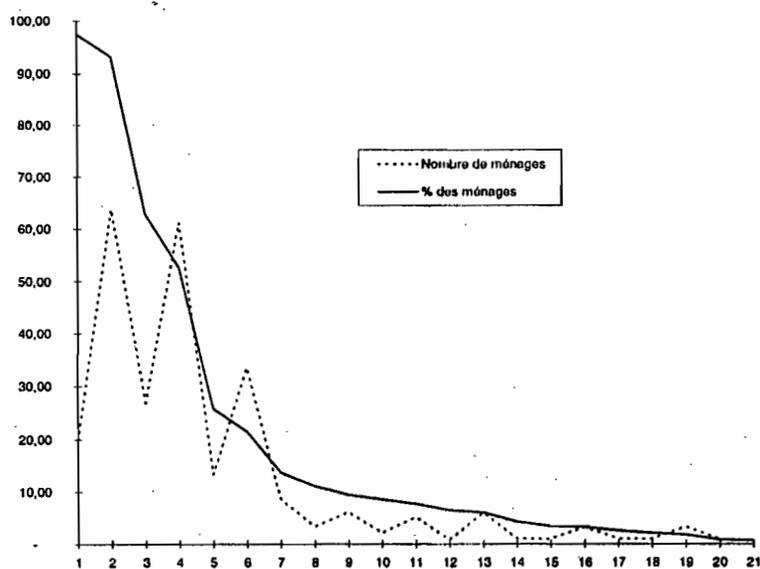
Source : Enquête OCISCA, Observatoire de Yemessoa (1994)

Dans leur grande majorité les planteurs ont vu leur situation se dégrader (79.4%). Les exceptions concernent quelques petits et moyens planteurs parmi lesquels 2% affirment connaître une amélioration de leur situation et la majorité une relative stabilité.

4. Les difficultés des villageois restent liées au sort du cacao

Les effets de la crise se sont peu à peu généralisés à l'ensemble des ménages du village. Interrogés sur la date à partir de laquelle ils considèrent que leur situation s'est dégradée, les chefs de ménages, de par leurs réponses, ont permis de mettre en évidence la courbe de dégradation sociale. La courbe des fréquences d'entrée dans la crise montre plusieurs cohortes. Jusqu'en 1980 les ménages en difficulté étaient très minoritaires. Puis sont venus les "conjuncturels" des années 80 (avec des pointes en 1984 et 1987) qui ont été rejoints massivement par les victimes de "la crise" des années 90. Bien qu'entrés en difficulté à des moments différents, tous ces ménages subissent aujourd'hui les effets des programmes de réforme et les rigueurs qui les accompagnent (Cf. Figure 13).

Figure 13 : Ancienneté dans la crise pour les chefs de ménages de Yemessoa



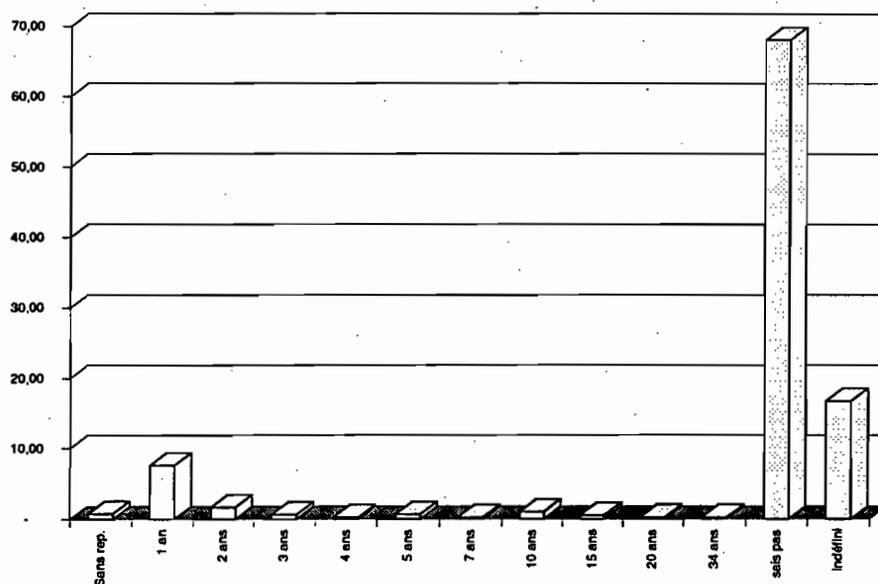
Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

A la différence de la courbe retraçant le nombre de ménages, qui met en valeur les pics et les creux de cette évolution, la courbe des pourcentages montre l'accélération du phénomène au milieu des années 80.

5. Les cacaoculteurs se demandent quand finira la crise

Si pour beaucoup de cacaoculteurs, la crise n'a pas plus de dix ans, la majorité n'a pas la moindre idée de sa durée future (Cf. Figure 14). Surpris par les évolutions d'un marché international longtemps méconnu et par les contraintes d'une économie mondiale dont ils ignoraient leur dépendance, ils commencent seulement à intégrer les effets des décisions étatiques dont le bien-fondé leur échappe souvent. Ils se perdent donc en conjectures sur

Figure 14 : Durée future de la crise d'après les chefs de ménages de Yemessoa en 1994



Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

les mesures macro-économiques qu'ils ne peuvent ni contrôler en temps réel, ni anticiper à moyen terme et dont ils ne voient guère, pour l'instant, «les effets positifs sur le village».

III. DES BUDGETS ET DES FAMILLES DESTABILISEES

1. Une baisse régulière de la rentabilité monétaire

Pour comprendre l'effort d'adaptation des villageois le mieux est d'étudier la composition du budget des ménages. L'évolution du montant des recettes et surtout la diversification du nombre de postes de recette par ménages montre combien ils ont su, avant tout discours officiel, s'adapter à la situation. Le critère le plus simple à calculer, à partir des données de l'enquête, est la différence qui existe entre les revenus et les dépenses des ménages. En 1993, le montant global des revenus s'est élevé à 68,5 millions de F. CFA, alors que les dépenses totales ont été 75,3 millions de F. CFA. Ainsi malgré un accroissement des revenus de près de dix millions entre 1992 et 1993, l'ajustement des dépenses sur les revenus ne s'est pas pour autant réalisé.

Le passage d'enquête de 1994, relevait pour 1993, donc avant la dévaluation, un montant total d'épargne de près de 6.9 millions de F. CFA, alors que les emprunts, toutes échéances et situations de remboursement confondues, s'élevaient à 3.2 millions de F. CFA. La couverture des emprunts par l'épargne dégage donc un excédent d'environ 3,7 millions de F. CFA. Cependant cet excédent se trouve absorbé par le solde négatif entre les revenus et les

dépenses qui s'élève à 6.8 millions de F CFA, laissant un déficit financier global de l'ordre de 3,1 million de F. CFA. Celui-ci ne peut être couvert que par des aides extérieures ou de nouveaux recours à l'emprunt. Malgré ses efforts d'adaptation l'économie villageoise continue donc d'être en état de déséquilibre financier en raison d'une insuffisance de revenus pour satisfaire aux besoins de la population.

2. Les crédits visent à assurer la survie

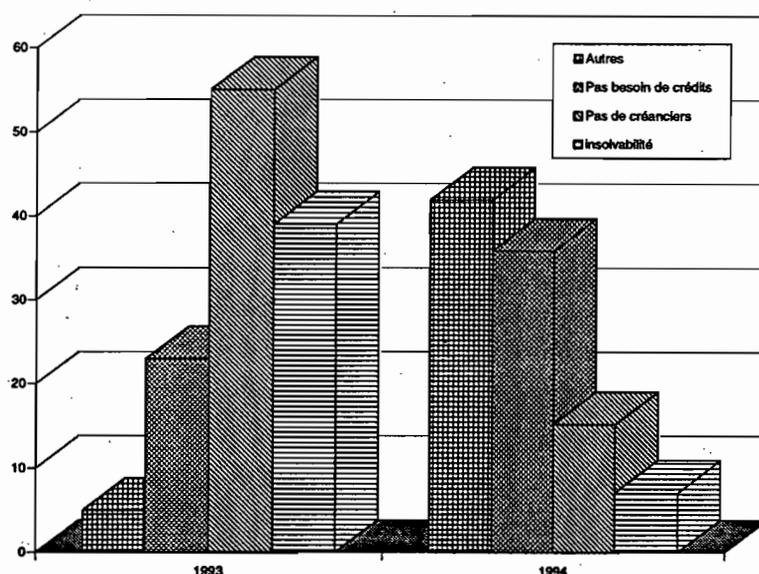
C'est pourquoi les ménages sont de plus en plus conscients de la nécessité d'augmenter leur production agricole. Une minorité d'entre eux, notamment les migrants de retour, mettent l'accent sur l'achat d'intrants. S'ils avaient pu obtenir des crédits en 1991, 44,9% d'entre eux les auraient consacrés à l'habitat, 21,4% aux besoins sociaux, et 33,7% au reste. Mais seulement 2,6% des ménages auraient effectivement investi dans l'agriculture. Les autres postes de dépenses comme l'alimentation, la santé et l'éducation ne sont, en général, pas concernés par l'accès au crédit.

Au plus fort de la baisse des revenus, telle qu'observée en 1993, l'habitat et les besoins sociaux ont été les plus concernés : respectivement 56,7% et 28,5% des ménages souhaitaient obtenir des crédits pour leur financement. C'est la faiblesse des recettes du cacao qui les a rendu incapables de réaliser les projets de construction de logements et de financement des obligations communautaires.

En début d'année 1994, avec la hausse des prix consécutive à la dévaluation, le manque d'argent s'est fait davantage sentir en dépit des efforts entrepris pour diversifier les sources de revenu. Cette fois, ce ne sont plus seulement les besoins de confort ou de parade sociale qui ne peuvent être satisfaits. Les besoins fondamentaux sont aussi touchés, notamment l'éducation, la santé, et même l'alimentation, trois sujets d'inquiétude pour 63% des ménages, au lieu de 14,9% un an auparavant. L'alimentation notamment est citée par 13,3% des ménages en 1994 au lieu de 10,8% en 1993. De leur côté, les dépenses d'équipement ménager et d'achats fonciers chutent respectivement de 10,8% à 4% et de 13,4% à 8,5% des ménages. Pourtant, un certain nombre de ménages souhaitent investir dans l'équipement agricole : de 2,6% en 1991, il passe à 8,7% en 1993 et à 6,5% au début 1994. Le recours à de petits crédits semble être la seule réponse possible à cette demande.

En 1993, les 23% de chefs de ménages qui n'avaient contacté aucun emprunt justifiaient cette situation par le fait qu'ils n'avaient pas besoin de crédit. En 1994, ils ne sont que 15,2%. La chute des revenus touchant un bon nombre de chefs de ménages aisés, certains "grands" ressentent tout autant que les "petits" et les "moyens" l'indigence et le manque d'argent. Cette évolution contribue à l'aggravation des difficultés des villageois, car, en l'absence d'un système de crédit agricole adéquat, ce sont les plus nantis qui octroient des prêts. Etant maintenant eux-mêmes en difficulté, ils prêtent d'autant moins. Dans le même temps, la proportion des ménages en incapacité de rembourser s'est accru passant de 39% en 1993 à 41,8% en 1994. Il en résulte une difficulté générale à trouver des prêteurs. Ainsi le pourcentage de ménages n'ayant pu emprunter par manque de prêteurs est passé de 33% en 1993 à 35,9% en 1994.

Figure 15 : Raison du non recours aux emprunts à Yemessoa en 1993 et 1994



Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

3. La solidarité entre la ville et la campagne est compromise

Le recours à la solidarité extérieure est mis à rude épreuve par la crise. En rendant l'acquisition d'argent plus difficile, elle a bouleversé les structures de mobilité et de relation entre le village et l'extérieur. Si bien qu'une reconfiguration de l'espace migratoire et relationnel du village s'opère depuis 1993 avec une tendance au repli sur soi et à l'implosion. La concentration dans les grandes métropoles de Douala et Yaoundé s'est réduite. Les relations du village vers les petites villes de province ou vers les zones rurales proches se sont accentuées (Cf. tableau 5). Ainsi, la petite ville d'Obala située à moins de 20 km, a doublé sa contribution à l'hébergement des parents et amis des ménages de Yemessoa.

Tableau 5 : Evolution des lieux de résidence des parents et amis des chefs de ménage de Yemessoa de 1991 à 1994

Localités ou zones	1991 %	1993 %	1994 %	BILAN 1993-94
Yaoundé	66.7	58.9	50.1	-16.6
reste du pays	7	3.5	5	-2
Douala	6.7	6.5	6.2	-0.5
Etranger	0.3	1.1	0.8	+0.5
Obala	8.6	10.2	15.3	+6.7
Reste du Centre	9.8	10.7	20	+10.2

Sources : Enquêtes OCISCA, Observatoire de Yemessoa

La première raison de l'émigration hors de Yemessoa a toujours été la poursuite des études scolaires. Le village n'ayant qu'un cycle d'enseignement primaire, les enfants doivent partir à Obala, à Yaoundé ou dans d'autres localités du pays, pour poursuivre des études secondaires. Ainsi 22,8% des personnes citées en 1994 comme des relations familiales résident en dehors du village sont des élèves ou des étudiants et 15,2% sont des enfants qui suivent leurs parents.

Les données de 1994 montrent que la crise a commencé à remodeler le processus des échanges entre le village et l'extérieur. En 1993, 16,7% des ménages déclaraient ne recevoir aucune aide de la ville. En 1994, la baisse des transferts s'est poursuivie. Les envois en nature du village vers l'extérieur représentent 25,4% des échanges ; les envois d'argent 17% et les autres formes 15,2%. En sens inverse, les transferts adressés aux chefs de ménages du village comprennent 22,7% d'envois en nature, 19,8% d'envois en argent et 14,4% d'autres formes. Les envois d'argent du village vers la ville n'ont augmenté que dans 1,8% des cas. En sens inverse, 5,2% des relations extérieures ont augmenté leurs envois en nature, 5,1% leurs envois en argent, et 1,8% leurs envois sous d'autres formes.

C'est avec beaucoup de difficultés que les ménages ont réussi à conserver le même niveau de transferts en nature représentant 13,9% de leurs échanges. Les envois d'argent représentent 6,1% et les envois sous d'autres formes 2,3%. En retour, 9,8% de leurs parents et amis de l'extérieur ont effectués des transferts en nature. 6,7% les ont effectués en argent et 2,4% sous d'autres formes. En réalité, les échanges entre ménages du village et les relations extérieures sont devenus maintenant plus incertains. Les envois occasionnels ou exceptionnels sont la norme. Dans le sens village vers l'extérieur, ils comprennent 25,9% d'envois en nature, 45,5% d'envois en argent et 50% d'autres échanges. Dans le sens extérieur vers le village, ils comprennent 32,8% d'envois en nature, 38,6% d'envois en argent et 50,9% d'autres formes de transferts.

L'ensemble des visites dans les deux sens a diminué. Les visites reçues au village se sont réduites de 29,3% et celles rendues de 28,6%. Seulement 4,1% des ménages du village ont reçu du village plus de visites que l'année précédente et 5,4% ont rendu plus de visites à l'extérieur.

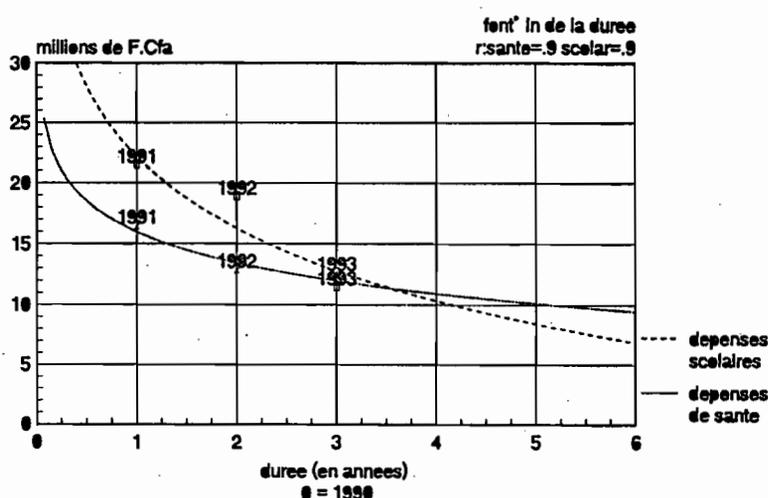
Comme il devient impossible de garantir une quelconque régularité dans les visites, 24,5% des parents ou amis ne font que des visites exceptionnelles au village. En 1993, 42,7% des ménages reconnaissaient avoir été aidés par l'extérieur dans le financement de leurs grosses dépenses, mais ils ne sont plus que 18,9% en 1994, et le pourcentage de ménages ne bénéficiant d'aucune aide passe de 52% à 77,2%. On pourrait se demander ce que sont devenus les 25,4% de ménages qui, un an plus tôt, affirmaient que cette aide leur était indispensable pour vivre.

4. La diminution des revenus menace la santé des populations

Comme l'ont montré les enquêtes des années précédentes, les ménages, en période de crise préfèrent d'abord différer, puis réduire les dépenses de santé plutôt que de toucher aux dépenses scolaires. Ils sacrifient un confort à court terme, pour garantir une stabilité sociale et économique à moyen et long terme. Même avec la montée du chômage depuis 1990, l'école est toujours perçue comme un investissement bénéfique.

Le financement de la scolarité des enfants demeure une priorité liée tant au sentiment de responsabilité qu'au désir d'afficher leur succès comme le sien. De plus, demeure l'espoir de disposer pendant la vieillesse de l'aide des enfants socialement bien situés. On peut cependant remarquer que les dépenses de santé et de scolarité continuent de baisser en valeur absolue au cours de ces dernières années (Cf. Figure 16).

Figure 16 : Evolution des dépenses de santé et de scolarité à Yemessoa de 1990 à 1993



Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

Entre 1991 et 1993, les dépenses de santé se sont réduites plus rapidement que les dépenses de scolarité, jusqu'à atteindre un seuil difficilement compressible. A partir de 1993, ce sont les dépenses de scolarité qui connaissent la plus forte baisse. Les réductions frappent d'abord les formations les plus coûteuses telles que le second cycle et l'enseignement supérieur. Ainsi les dépenses d'enseignement supérieur ont été divisées par 2,4 entre 1990 et 1994, celles du secondaire par 2,6, et pour le primaire 2.

Alors que le nombre total d'enfants à scolariser s'accroît du fait de la croissance démographique, un nombre de plus en plus faible a accès à l'école. L'équation école-emploi avait été jusqu'alors le puissant moteur de la mobilisation du monde rural et le moyen d'éviter son exclusion. Elle est maintenant partiellement remise en cause.

Cependant l'éducation demeurant une priorité pour le ménage, plusieurs stratégies sont mises en oeuvre pour conserver les enfants à l'école : réallocation budgétaire au sein du ménage, retard de scolarisation.

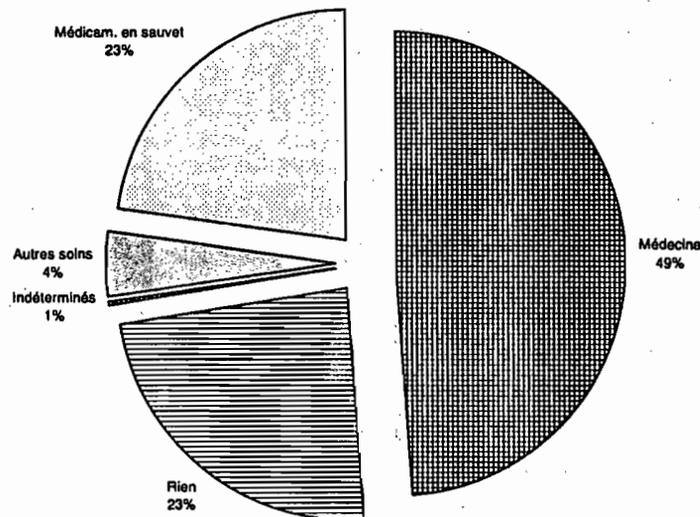
Les dépenses de santé sont passées de 16,6 millions F. CFA, en 1991, à 12,7 millions F. CFA en 1992, 12,5 millions F. CFA en 1993, et 12,5 millions F. CFA en 1994, correspondant à un seuil minimum de dépenses difficilement compressible pour une population en pleine croissance.

Pour "les petites maladies", le centre de soins de santé du village a bénéficié, suivant les recommandations de l'initiative de Bamako, d'une gestion participative et du fractionnement des médicaments achetés au prix de gros. Pour les accidents et les maladies plus graves l'orientation vers des hôpitaux et cliniques spécialisées est effectuée par l'infirmier local. Cependant, beaucoup de malades n'ont pu s'y rendre par manque d'argent. Ainsi à la question: "y a-t-il des soins de santé qu'il fallait suivre et que vous n'avez pas pu suivre?" 54,2% des chefs de ménage ont répondu par l'affirmative en mai 1994.

Dans 93,8% des cas, c'est l'insuffisance de revenu qui en est la raison première. Les rhumatismes, les maux de dos liés aux efforts physiques trop intenses, les maux d'estomac, les anémies des enfants en cours de sevrage, les maux de dents, les maux de tête et les troubles respiratoires non soignés sont autant de maladies de la crise et de la pauvreté.

Faute de pouvoir recourir aux soins de santé modernes, comme ils l'auraient souhaité, les ménages essayent des solutions alternatives à efficacité très inégale (Cf. Figure 17). C'est le cas, par exemple, des techniques traditionnelles employées pour le traitement du paludisme ou de l'hépatite virale. Entre l'approche des "tradi-praticiens" et les vendeurs de médicaments à la sauvette, les populations en manque d'argent s'efforcent de trouver quelqu'un qui puisse apporter une atténuation à leur douleur faute de pouvoir la supprimer. Après une médecine de la croissance, ne faudrait-il pas maintenant imaginer une médecine de la pauvreté en formant des médecins qui puissent imaginer, sur des bases scientifiques une complémentarité entre traitements modernes et traditionnels ?

Figure 17 : Les alternatives aux soins de santé modernes recherchées par manque d'argent

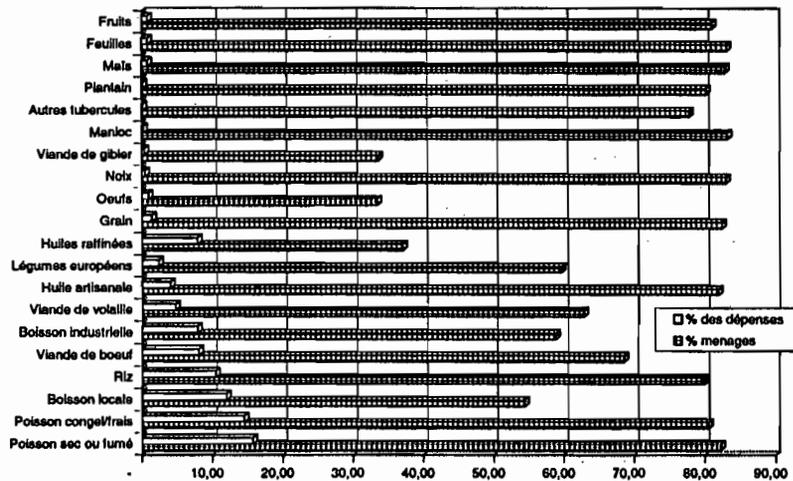


Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

5. Les ménages réajustent leur alimentation

En 1993, les ménages du village ont dépensé entre douze et quatorze millions de francs pour s'alimenter. D'une façon générale, les structures de la production et de la consommation alimentaire se sont peu modifiées depuis l'enquête de 1991. A cette date, le manioc était cultivé dans 97,4% des exploitations. Le plantain, consommé par tous, était cultivé par 91,8% des ménages. Le maïs consommé par 97,4% des ménage était cultivé dans le même pourcentage d'exploitations. Le village a instinctivement opté pour l'autosuffisance alimentaire, si bien que les produits de base de son alimentation ont fait l'objet d'achats très limités. C'est le cas des feuilles consommées quotidiennement en sauce dans le "Kwem", du manioc en tubercules ou en bâton, du plantain et du maïs (Cf. Figure 18).

Figure 18 : Pourcentage de ménages consommateurs et part des dépenses alimentaires à Yemessoa en 1994



Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

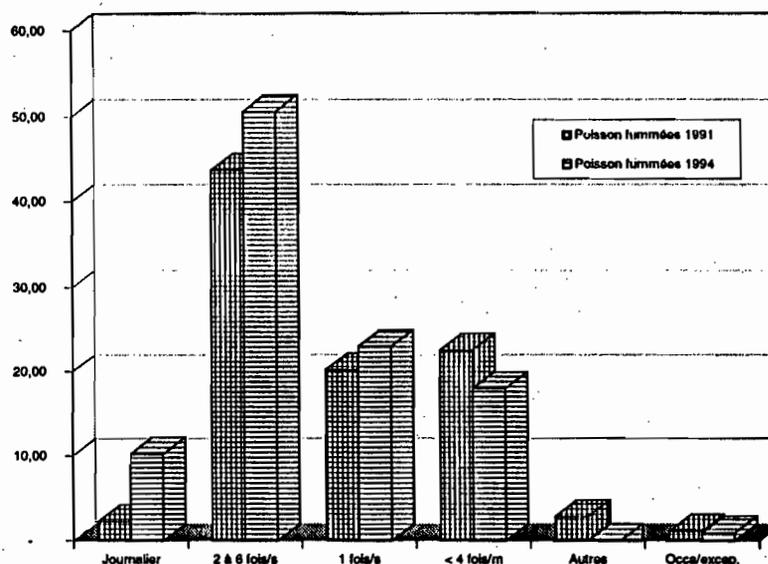
Cependant, l'augmentation de la densité humaine, les changements dans l'environnement et dans l'organisation des activités ont favorisé l'achat d'un certain nombre d'aliments considérés comme indispensables : l'huile, notamment raffinée, la viande et les poissons.

Le cacao et la monétarisation de l'économie du village qu'il implique ont facilité le développement de nouvelles habitudes alimentaires comprenant la consommation de produits achetés sur le marché, ou importés, comme le riz. Les revenus du cacao contribuent aux dépenses alimentaires pour 62,4% des ménages du village. Ils sont complétés par l'argent de la vente de produits vivriers (pour 18,5% des ménages), de produits maraîchers (4,7%) et par les aides des parents et des amis (3,3%).

Pour les aliments qui sont à la fois produits et consommés, comme les ignames et les produits maraîchers, la tendance en période de crise est de s'en priver afin de pouvoir les vendre et obtenir les ressources monétaires permettant d'effectuer d'autres dépenses. En raison d'une vente trop limitée, la pisciculture n'a pas permis encore d'aboutir à une autosuffisance en consommation de poisson. Toutefois, avec la hausse des prix consécutive à la dévaluation et le laminage du pouvoir d'achat qui en est résulté, la production et la vente de poisson d'élevage pourraient devenir des activités lucratives, rompant le cycle de la production tournée exclusivement vers l'autoconsommation.

La raréfaction de l'argent a amené à une baisse de la consommation et le recours à une production de substitution. Parmi les aliments les plus consommés en 1991, on retrouvait, l'huile de palme raffinée, le riz (pour 96,2% des ménages), le hareng (99,9%), le poisson frais ou congelé (95,9%), les boissons importées (86,5%)(Cf. Figure 19).

Figure 19 : Fréquence de consommation du poisson fumé et des huiles artisanales à Yemessoa entre 1991 et 1994



Observatoire OCISCA de Yemessoa (1994)

A court terme, la dévaluation a eu pour effet une hausse des prix dans un contexte de baisse des revenus paysans, si bien que les ménages ont du revoir leurs tactiques d'approvisionnement, et de dépenses alimentaires. Les fréquences de consommation de certains aliments se sont réduites. C'est le cas du riz qui est passé de 173 F/kg à 256 F/kg, de l'huile raffinée qui coûte désormais 1 050 F. CFA au lieu de 542,5 F. CFA la bouteille, du poisson congelé ou frais désormais vendu à 660 F/Kg au lieu de 412 F/kg, et même de l'huile artisanale qui passe de 350 F/l contre 292 F/l (Cf. Figure 19).

Conclusion

La situation en 1993 est facile à résumer. Les efforts des cacaoculteurs pour diversifier leurs sources de revenu n'ont pas porté les fruits qu'ils escomptaient. Les chefs de ménages ont maintenant relativement plus de besoins pour moins d'argent. Ils ont fait preuve d'innovations, ils ont travaillé plus mais leur pouvoir d'achat a été fortement réduit par les effets simultanés de la récession économique, déjà ancienne, et de la dévaluation monétaire, plus récente. Pourtant un certain nombre de cacaoculteurs, qui avaient cessé d'investir dans leurs plantations depuis des années, ont recommencé à les entretenir depuis l'annonce de la dévaluation et de la lente montée des cours mondiaux. Mais tout optimisme se doit encore d'être tempéré car certaines parcelles de cacao n'ont été débroussaillées que pour être reconverties en champs de cultures vivrières ou maraîchères afin de répondre à la pression démographique accrue par le retour des ménages de la ville.

C'est pourquoi le prochain passage de l'enquête OCISCA, prévu pour mai 1995, poursuivra cette investigation et, situé un peu plus d'un an après la dévaluation, il devrait être riche en informations complémentaires sur les réactions des planteurs vis-à-vis d'elle.

Liste des publications parues ou programmées

Cahier N°1, "Le programme OCISCA: cadre théorique et orientations de recherche" par l'équipe d'animation d'Ocisca (en préparation).

Cahier N°2, "Du passé re-composé au futur improbable: les observatoires ruraux d'Ocisca comme mode opératoire d'une recherche impliquée" par Georges Courade, Mars 94, Ocisca, Yaoundé, 31 p.

Cahier N°3, "1991 - 1993 : Evolutions majeures dans la zone cacaoyère" (observatoire de Yemessoa) par l'équipe de l'Observatoire de Yemessoa, Avril 94, Ocisca, Yaoundé, 35 p.

Cahier N°4, "Bafou 1993 : Renforcement des inégalités sociales, menaces sur la fertilité des sols" par l'équipe de l'Observatoire de Bafou, Juin 1994, Ocisca, Yaoundé, 28 p.

Cahier N°5, "Mesurer la pauvreté : systèmes d'information et cadres d'analyse" par Jean-Luc Dubois, Avril 94, Ocisca, Yaoundé, 33 p.

Cahier N°6, "Yemessoa; auto-approvisionnement et apport extérieur dans la consommation alimentaire en période de crise" par Michel Simeu Kamdem, Mai 94, Ocisca, Yaoundé, 17 p.

Cahier N°7, "Impact de la dévaluation sur l'habitat" par C. Pettang, T. Tamo Tatietsé and L. Mbumbia, Juillet 94, Ocisca, Yaoundé, 38 p.

Cahier N°8, "Le village cacaoyer du Sud du Cameroun sous le choc de la dévaluation : le cas de Yemessoa" par Athanase Bopda, Septembre 94, Ocisca, Yaoundé, 18 p.

Cahier N°9, "Human Development through a Universal Development Initiative: a Practical Agenda" by Emmanuel Yenshu, August 94, Ocisca, Yaoundé, 23 p.

Cahier N°10, "Migrants de retour et développement rural : le cas de Yemessoa" par Laurent Manga Bela, Septembre 94, Ocisca, Yaoundé, 30 p.

Cahier N°11, "Quelle place pour l'agriculture familiale dans le secteur de la banane au Cameroun ?" par Isabelle Grangeret-Owona, Octobre 94, Ocisca, Yaoundé, 37 p.

Cahier N°12, "Les planteurs de café et de cacao du Sud-Cameroun dans le tourbillon de la crise, de la libéralisation et de la dévaluation" par Samuel Ndembo, Décembre 94, Ocisca, Yaoundé, 33 p.

Cahier N°13, "Quel avenir pour l'exploitation des bas-fonds de l'Ouest Camerounais dans le contexte de la dévaluation du Franc CFA ?" par Emil Hacheu Tchawe, Novembre 94, Ocisca, Yaoundé, 31 p.

Cahier N°14, "The Impact of the CFA Franc Devaluation on the Cost of Production and Net Revenue of four Food Crops in Dschang", by Mathieu Ngouajio and Emmanuel Foko, January 95, Ocisca, Yaoundé, 18 p.

Cahier N°15, "Les problèmes de financement de l'agriculture vivrière à Bafou", par Emmanuel Foko, Février 95, Ocisca, Yaoundé, 17 p.

Cahier N°16, "Les attitudes de survie des femmes à Yaoundé", par Chantal Guimapi, Mars 95, Ocisca, Yaoundé, 40 p.

Cahier N°17, "The Effects of Structural Adjustment Programme on Cameroon's Major Exports Cocoa, Coffee and Cotton" by Aloysius Ajab Amin, April 95, Ocisca, Yaoundé, 29 p.

Cahier N°18, "Libéralisation, dévaluation : bientôt la relance de la caféiculture à Bafou", par l'équipe de l'observatoire de Bafou, Mai 95, Ocisca, Yaoundé, 34 p.

Cahier N°19, "The Participation of the Cameroonian Woman in Community Development", by Rebecca Amin, June 95, Ocisca, Yaoundé, 22 p.

Cahier N°20 "Transformation et distribution des produits de la pêche artisanale : le rôle des femmes fumeuses de poisson à Limbe", par Oumarou Njifonjou, Juillet 95, Ocisca, Yaoundé, 28 p.

Cahier N°21, "Regards sur le développement social : Ensemble des réflexions et propositions d'actions émises par les équipes d'OCISCA", Rapport de synthèse du séminaire sur le Développement Social, 25 et 26 octobre 1994, Monastère du Mont Febé, Août 95, Ocisca, Yaoundé, 27 p.

Cahier N°22, "Plus de besoins pour moins d'argent et plus d'activités pour moins de pouvoir d'achat", par l'équipe de l'Observatoire de Yemessoa, Septembre 95, Ocisca, Yaoundé.